

LA LETTRE DU HERRISSON

BIMENSUEL N°46 — 1 JUIN 86

S O M M A I R E

EDITORIAL	P. 3
MILIEUX NATURELS	P. 4/6
FAUNE : L'OISEAU MAGAZINE EN PLEIN VOL	P. 7
CHASSE : LETTRE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA CHASSE A LA TOURTERELLE	P. 7/8
EUROPE : .AVENIR DE L'AGRICULTURE EUROPEENNE.....	P. 8
LA CONSERVATION DE SOISEAUX SAUVAGES	P. 9
CEE/ONU - BILAN DES MESURES INTERNATIONALES..	P. 9
.	
.RFA MESURES CONTRE LES POLLUEURS D'EAU.....	P. 9
. MANIFESTATION, EDUCATION, FORMATION.....	P. 9
. LE BEE ET LE LIVRE VERT DE LA CEE	P. 10/13
POLLUTION : .LETTRE OUVERTRE DE LA FRAPNA ISERE.....	P. 14/15
.MOTION DE LA FRAPNA ISERE	P. 16
ENERGIE : TELEX A M. J. CHIRAC, PREMIER MINISTRE.....	P. 16
COMMUNIQUE DE PRESSE	P. 16
FORMATION : DE COUVERTE DE LA NATURE EN PROVENCE.....	P. 17
STAGES	P. 18
EN BREF	P. 19
LE BENEVOLAT	P. 22/25

ספרים

Row 4c. 1

R.D.I.E.



IL N'Y AURA PAS DE PRIX A LA CLE !

MAIS QUE CELA NE VOUS EMPECHE PAS
DE NOUS ENVOYER VOS PHOTOS DE
L'A.G. ELLES PARAITRONT DANS
VOTRE LETTRE DU HERISSON

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la Publication	: M. Y. BENASSI
Responsable de la Publication	: J.P. RAFFIN et J.P. LE DUC
Secrétaire de rédaction	: Tania CANOVAS
Secrétariat	: Jeanine LOISEAUX
Maquette	: Louis de TORHOUT

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

EDITORIAL

LES E-CO-LOS ONT DISPARU ! LES E-CO-LOS ONT DISPARU ! (SUR L'AIR DES LAMPIONS)

ENNUEUX CES ÉCOLOGISTES, ON N'ARRIVE PAS À S'EN DÉBARRASSER, DU VRAI CHIENDENT !

POURTANT, LES EFFORTS POUR LES FAIRE DISPARAÎTRE N'ONT PAS MANQUÉ.

PREMIÈRE TENTATIVE : ESSAYER DE LES ÉTOUFFER PAR OVERDOSE D'ACTIVITÉ. ILS ONT DEMANDÉ À PARTICIPER ?

QU'ILS PARTICIPENT... À DES COMMISSIONS, COMMISSIONS NATIONALES, COMITÉS DIVERS, CONSEILS DE TOUTS ORDRES, COMMISSIONS RÉGIONALES, DÉPARTEMENTALES, COMMISSION DU P.O.S., DU REMEMBREMENT, COMMISSIONS D'INFORMATION... ÇA NE SUFFIT PAS, ILS RÉSISTENT ET MÊME SE MULTIPLIENT POUR OCCUPER LES PLACES OFFERTES.

AUTRE TENTATIVE : UNE GRAND'MESSE DE DÉFOULEMENT NATIONALE SUIVIE D'ÉTATS RÉGIONAUX QUI VONT ABSORBER LEUR ÉNERGIE SUR UNE ANNÉE EN FAISANT MIROITER LA RÉALISATION D'UNE "CHARTRE DE L'ENVIRONNEMENT" POUR LEUR DONNER DU COEUR À L'OUVRAGE.

TENTATIVE CONJOINTE : METTRE LES ASSOCIATIONS EN COMPÉTITION, SUSCITER DES STRUCTURES NOUVELLES POUR DESTABILISER LES MOINS SOUPLES. LE RÉSULTAT IMMÉDIAT EST ENCOURAGEANT, CERTAINES ASSOCIATIONS MARQUENT LE COUP ET SONT PROCHES DU K.O ; EST-CE GAGNÉ ?

NON. PEU À PEU, LA SITUATION SE RÉTABLIT. DU CHIENDENT ON VOUS DIT, CES PROTECTEURS DE LA NATURE.

DERNIÈRE TENTATIVE : LA MÉTHODE COUÉ. DÉCLARER PARTOUT QUE LES ÉCOLOGISTES SONT EN VOIE DE DISPARITION, QUE LES PROTECTEURS DE LA NATURE NE SONT QU'UNE POIGNÉE D'INDIVIDUS, QUE LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT NE REPRÉSENTENT PLUS RIEN.

POURQUOI TANT D'EFFORTS ?

PARCE QUE LES ÉCOLOGISTES S'INTÉRESSENT D'ABORD À LA VIE, SOUS TOUTES SES FORMES. COMMENT FAIRE ENTRER LA VIE DANS LE P.N.B., LA RECHERCHE DE PLUS-VALUES OU LE "SERPENT" MONÉTAIRE ? PENSEZ-DONC, CERTAINS PARLENT DE "POUVOIR DE VIVRE" AU LIEU DE POUVOIR D'ACHAT ; D'AUTRES ESSAIENT DE PRÉSERVER DES ZONES HUMIDES SANS AUCUNE PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ; D'AUTRES ENFIN SE BATTENT POUR SUPPRIMER LE LOISIR TRADITIONNEL DE MILLIERS DE GENS, LA CHASSE À LA TOURTERELLE !

SUBVERSIFS ON VOUS DIT, CES ÉCOLOS.

À FORCE DE DÉCLARER À TOUT VENT "LES ÉCOLOS ONT DISPARU", ON FINISSAIT PAR Y CROIRE.

ET VOILÀ QUE LES RUSSES FONT DES BÊTISES AVEC UNE CENTRALE NUCLÉAIRE. RÉACTIONS IMMÉDIATES DES ÉCOLOGISTES ; LES FAITS CONFIRMENT LEURS CRAINTES SUR LES DANGERS DU NUCLÉAIRE. ON A BEAU ESSAYER D'OCCULTER LEURS DÉCLARATIONS DANS LES MÉDIAS POUR AFFIRMER ENSUITE QU'ILS SONT "FRAPPÉS DE MUTISME", L'OPINION PUBLIQUE PUIS LES JOURNALISTES FONT CRAQUER LE MUR DE DÉSINFORMATION.

N'AYEZ CRAINTE, CITOYENS, LES ÉCOLOGISTES SONT ENCORE LÀ. MAIS LE TRAVAIL NE MANQUE PAS, ALORS... VENEZ REJOINDRE LEURS RANGS !

JOSETTE BENARD

RESPONSABLE RÉSEAU "BILAN ET PERSPECTIVES"

MILIEUX NATURELS

LA SAINT PARFAIT

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UNE LETTRE DE M. CHRISTIAN GARNIER, ADMINISTRATEUR, CHARGE DE MISSION AUPRES DU BUREAU DE LA FFSPN, MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUE, ADRESSEE A M. Alain CARIGNON, MINISTRE DELEGUE CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT, CONCERNANT LES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DONT MONSIEUR LE MINISTRE AVAIT SOULIGNE LE CARACTERE PRIORITAIRE LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA FFSPN A LIMOGES.

Monsieur le Ministre,

Lors de la clôture de notre assemblée générale, la semaine passée à LIMOGES, vous avez indiqué votre intention de mener une action prioritaire sur les plans d'occupation des sols, et souligné, de manière générale, votre souci du concret.

De ce double point de vue, nous souhaitons vous soumettre une proposition dont l'intérêt s'avère multiple.

Dans les communes qui se dotent de POS, il est bien clair que la protection de la nature ne se réduit pas à un simple zonage et ne se limite pas géographiquement aux zones ND, ni aux espaces boisés classés à protéger. Toutefois, il apparaît de plus en plus nécessaire d'établir, département par département, les statistiques relatives à ces espaces et à leur évolution - classements et déclassements, et davantage encore, la cartographie de ces espaces à des échelles compatibles avec les divers niveaux de gestion. Il nous semble indispensable de disposer de ces données, année par année, au moins à partir de 1981, point de départ des lois de décentralisation, et de les intégrer dans la gestion courante du Réseau d'information statistique sur l'urbanisme ainsi que, cela va de soi, dans la publication annuelle de "l'Etat de l'Environnement".

Les relations, qualifiées par vous-même de privilégiées, que vous entretenez avec le Ministre chargé de l'Equipement, du logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, devraient grandement faciliter cette entreprise, qui concerne tous les partenaires de l'aménagement, collectivités locales, associations et grand public, services de l'Etat, organismes fonciers, etc...

Nous nous tenons à votre disposition pour discuter plus avant de ce projet, en souhaitant être associés de près à sa conception, quelles qu'en soient les modalités.

Pouvait-on choisir meilleur jour pour la première remise du prix "la Cigogne de Cristal" destiné à récompenser un office de tourisme ou un syndicat d'initiative concrètement préoccupé de la pression sur les milieux naturels des activités de tourisme et de loisir.

La cigogne a été attribuée à un petit village des Deux-Sèvres, Ménigoutte, dont l'Office de Tourisme a une action digne des associations adhérentes de la FFSPN. Le jury était composé de :

Mme BACONNET Marie Hélène
France Culture- Tourisme

M. BENEST Gilles - FFSPN

M. BOURRET Jean Claude - TF1
M. BENASSI Yvon - Gazette du Tourisme
M. CANS Roger ; Le Monde
M. CARLIER Jean - Vice président de l'AJENE
Mme DUFAUX Maryse: Femmes d'Aujourd'hui
M. MONFERRAND Alain : Sous-Directeur de la Promotion Touristique représenté par M. ROCHE
M. PARISOT Fernand : AFP
M. PELLERIN Pierre ; Protection de l'Environnement
M. PERNAUT Jean Pierre ; TF1
Mme RAYNAUD Isabelle: Ministère de l'Environnement
M. SEBBAH Serge : "Ça m'intéresse".
M. VARNOUX Pierre ; FNOTSI

Vous étiez déjà informés par la Lettre du Hérisson de la progression des relations entre notre Fédération et la FNOTSI, elles ont abouti ce jour à la signature de la Convention dont vous trouverez le texte ci-dessous et pour laquelle votre avis avait été sollicité.

Convention entre la F.N.O.T-S.I et la FFSPN

Entre:

La Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (FNOT-SI) reconnue d'utilité publique, dont le siège est à Paris, 1er arrondissement, 20, avenue de l'Opéra, représentée par son Président, M. Pol CASTE,

et

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN) reconnue d'utilité publique, dont le siège est à Paris 5e, 57, rue Cuvier, représentée par son Président, M. RAFFIN

suite

Il est convenu ce qui suit :

les activités de loisirs et du tourisme se pratiquent dans des milieux d'accueil le plus souvent naturels : la FNOTSI et la FFSPN constatent donc des préoccupations communes.

LA FNOTSI souhaite une réelle prise en compte des facteurs de l'environnement dans les activités dont elle a la charge. De son côté, la FFSPN souhaite que la préoccupation de l'environnement pénètre davantage les milieux liés à l'animation des loisirs et du tourisme.

C'est pourquoi, la FNOTSI et la FFSPN décident de passer la convention suivante :

Une première action conjointe vise à une sensibilisation concrète des O.T/S.I encourageant ceux qui déjà ont oeuvré dans le bon sens, et provoquant chez tous, une vigoureuse émulation dont et l'Environnement et le Tourisme ne peuvent que bénéficier.

Les deux Fédérations créent un label de qualité la "Cigogne de Cristal", attribué annuellement à l'Office de Tourisme ou au Syndicat d'Initiative dont la pratique concilie heureusement les impératifs du respect des milieux d'accueil naturels et humains avec les nécessités de l'information, de l'animation et de l'hébergement.

L'Office de Tourisme ou le Syndicat d'Initiative récompensé est choisi par un jury composé d'un représentant de chacune des deux fédérations signataires et d'un représentant de chacun des deux Ministères concernés, ainsi que de dix journales professionnels du Tourisme et de l'Environnement.

MENIGOUTTE, le 18 Avril 1986

Pol CASTE
Président de la
Fédération Nationale des
Offices du Tourisme et
Syndicats d'Initiative

Jean Pierre RAFFIN
Président de la
Fédération Française
des Sociétés de
Protection de la
Nature.

Cette journée a, en outre, été l'occasion d'un approfondissement des contacts entre l'ADSEASNE des Deux-Sèvres et le canton de Ménigoutte. Nous savons que d'autres associations de la FFSPN travaillent déjà avec les acteurs du tourisme : la Convention d'une part, l'exemple de l'association des Deux Sèvres à Ménigoutte peut vous aider à renforcer la collaboration? Et pourquoi pas jusqu'à ce que votre partenaire du tourisme soit candidat à la prochaine édition de la Cigogne de Cristal ?

Nous tenons à votre disposition la liste complète des unions départementales et régionales des OT SI avec les noms de leurs responsables.

Gilles BENEST

FFSPN - F.N.O.T.S.I.: L'IDYLLE CONTINUE !

Après la signature de la Convention, après la mise en place du concours "La Cigogne de Cristal", la Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative vient de choisir un slogan et un logo très "protection de la nature" :



Ce logo est en cours de distribution à tous les adhérents à la FNOTSI afin qu'il soit mis sur tous les papiers à lettres, sur tous les dépliants publicitaires et même sur les affiches.

Après avoir inséré gratuitement nos adresses et quelques dictons bien-pensants dans leur annuaire, c'est un pas de plus dans le bon sens.

Vous pouvez profiter de la Cigogne de Cristal 1986 pour prendre contact avec eux, monter des opérations communes et les stimuler à être candides.

A bientôt pour le prochain épisode du feuilleton.

Gilles BENEST.

PALAVAS

A PALAVAS UN PROJET DE LOTISSEMENT ET DE PARKING SUR "LA COUREGE"

Une affaire écologiquement et moralement déplorable.

"La Courège" est une portion de l'étang du Prévost, propriété de la commune de Villeneuve les Maguelonne. Voici près de 10 ans, plus de 2 hectares de cette zone y furent illicitement comblés pour constituer un de ces "dépotoirs organisés" des rivages lagunaires trop fréquents.

Dans un même temps, la ZAC de Palavas se mettait en place : monstrueuse opération en béton sur le lido, de l'Institut St Pierre au Grau du Prévost, réalisée à la suite de l'expulsion de plusieurs centaines d'occupants de "cabanons de plage" (peu esthétiques au demeurant).

suite

Mais les promoteurs, et particulièrement l'un d'entre eux, mènent leurs programmes sans satisfaire aux exigences de l'urbanisme. Au "Soleil de la Mer", en particulier, les 41 places de parking manquent à l'appel.

Où garer les voitures ?

La commune projette de construire un parking sur le terrain de la "Courège". Irrégulièrement comblé, il est en vente pour 3 MF (!!!). C'est bien cher. Certes, c'est pourquoi, pour amortir cet achat, la commune projette un lotissement sur l'étang...

Aujourd'hui, la Commission des sites aurait donné un "avis favorable" à ce lotissement dans le périmètre sensible du site de Maguelonne en estimant qu'il serait une "heureuse transition entre la cathédrale et les constructions du littoral...". On ne saurait mieux dire pour couvrir et cautionner une opération aussi consternante. Une autre réunion de la Commission des sites doit statuer sur le projet présenté, qui contredit les dispositions sur la nouvelle loi sur le littoral.

En fin de compte, qui va "payer" ce lamentable et scandaleux processus ? :

- les étangs d'abord, et avec eux toute la nature sauvage amputée une fois encore d'un espace de vie".

- les contribuables de Palavas, ensuite, qui doivent acheter pour 3 MF deux hectares à la commune de Villeneuve les Maguelonne.

- le site de Maguelonne, enfin, dénaturé encore par les constructions et l'urbanisme : en 20 ans près de 25 hectares auront été comblés ou urbanisés dans le périmètre de la cathédrale, illicitement. Les "opérateurs" en infraction n'ont jamais été poursuivis.

Le Comité de liaison pour la Vie des Etangs Montpelliérains est décidé à s'opposer vigoureusement à cette opération déplorable. Il invite les amis des sites, de la nature, des étangs et l'ensemble des citoyens "sensibles à la morale publique", à manifester leur mécontentement auprès du Préfet de l'Hérault et du Maire de Palavas. Une copie des correspondances obligerait le Comité. Merci

Le Secrétaire
F. FERAL

LA FORET MENACEE

La brochure "la forêt menacée", qui expose les conséquences des pollutions sur nos forêts, a été réalisée par la Société de Sylviculture de Suède - une ancienne fondation des forestiers engagés pour l'amélioration de nos forêts - en collaboration avec notre association des producteurs de pâtes et de papiers.

L'objectif de cette brochure, qui est une traduction d'un texte déjà paru en allemand et en anglais, est de présenter de façon illustrative les symptômes de maladie visibles dans les forêts, les causes complexes des dommages et le rôle attribuable aux pollutions atmosphériques. La brochure illustre les émissions dans l'air de substances nocives et les dépôts de soufre et d'oxydes d'azote, et elle présente un programme d'actions pour la sauvegarde des forêts en Europe. La brochure appelle les pays à coopérer étroitement en vue de limiter radicalement les émissions polluantes, pour arrêter une évolution qui a déjà causé beaucoup de dommages et la mort de forêts en Europe centrale.

En réduisant ses propres émissions de soufre à moins d'un tiers des quantités d'il y a dix ans, l'industrie de la pâte et du papier en Suède a soutenu les ambitions du gouvernement de réduire de moitié les émissions nationales. Ce sont moins les dommages observés, encore peu conséquents dans les forêts de la Suède méridionale que les effets sur la croissance future d'une accumulation des dépôts nocifs qui constituent le facteur qui inquiète les forestiers et les industriels. Il faut que nous contribuions tous à éviter une détérioration continue qui, à long terme, mettra en cause l'approvisionnement en bois indigènes pour satisfaire aux besoins d'une consommation de produits forestiers qui ne cesse d'augmenter en Europe.

Des exemplaires supplémentaires sont à votre disposition chez :

Sveriges Skogsvarfsförbund
(la Société de Sylviculture en Suède)
BP 273,S
182 52 DJURSHOLM (Suède)

Le prix de cette brochure est pour 1 à 9 ex. 26 couronnes la pièce, et pour 10 ex. et plus 20 couronnes suédoises la pièce.

FAUNE

L.P.O.

"L'OISEAU MAGAZINE" EN PLEIN VOL

En décembre, dans "la lettre du Hérisson", l'envol de "L'OISEAU MAGAZINE", revue trimestrielle lancée par la L.P.O., était annoncé. Le numéro 1 venait de sortir.

D'entrée, les objectifs assignés à cette nouvelle publication apparaissaient clairement. Il s'agissait non seulement de mettre de plus en plus en lumière ce que valent et ce que font dans la Nature les êtres de bec et de plume, mais encore d'analyser et de célébrer les milieux, les ensembles naturels sans le maintien desquels tant d'espèces déclinent.

Il était entendu que cette démarche serait tonique, pragmatique, déterminée.

L'éditorial du 3e numéro le confirme : le sommaire le prouve abondamment. On ne tend pas seulement à faire partager des idées, mais aussi des actions. Des perspectives se trouvent définies, des objectifs fixés, des rendez-vous pris.

Le dossier du trimestre tend à obtenir le règlement définitif de la pénible affaire des poteaux octogonaux des Postes et Télécommunications non occultés à leur sommet et, comme tels, piègeurs d'oiseaux. Les initiatives prises en ce sens par des Associations membres de la FFSPN (FRAPNA et GEPOP notamment) sont développées. Grâce à de nombreux documents, communiqués, pour une bonne part, par Jean François NOBLET qui s'est diablement engagé à ce propos, des solutions de terrain sont suggérées à l'intention de tous ceux qu'un tel problème irrite au point de les mobiliser.

La rubrique encourageant à replantation permanente de haies, inaugurée dès le numéro de lancement, se poursuit allègrement. Des conseils pratiques sont apportés pour parvenir à un entretien écologiquement impeccable. Dépasant l'anecdote, une autre page raconte, illustrations éloquentes à l'appui, comment a été effectué le transfert d'une haie initialement condamnée.

Chaque témoignage inclus dans "L'OISEAU MAGAZINE" prend valeur d'exemple à suivre. Son contenu se veut incitatif.

Même la rubrique ornitho-touristique, consacrée à la Brenne, comporte une invite. Elle engage à participer là-bas aux journées annuelles de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (assemblée générale mais bien autre chose encore), avec pour points de mire, le samedi 31 mai et le dimanche 1er juin, les étangs de Chérine et de la Gabrière, devenus réserves.

L'équipe qui élabore, conçoit, diffuse "L'OISEAU MAGAZINE" ne fait pas mystère qu'elle ambitionne d'obtenir une audience de plus en plus élargie. On ne saurait s'y contenter de "sortir" un périodique pour se faire plaisir. D'ores et déjà, au vu de l'abondance des matières à traiter, elle prévoit un calendrier dans lequel prennent place d'autres dossiers significatifs : les téttras à l'épreuve des sports de loisir perturbant leur habitat, le saturnisme et ses conséquences au dam de maints oiseaux d'eau, etc...

Tout au long de son parcours, "L'OISEAU MAGAZINE" restera aussi à l'écoute des associations autres que la L.P.O. qui se reconnaissent dans sa façon de s'exprimer. Les abonnements qui en proviennent sont toujours les bienvenus.

Coût annuel :

100 F- L.P.O.
La Corderie Royale - BP 263
17305 ROCHEFORT Cédex

Pierre PELLERIN
Directeur de la publication

CHASSE

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS LE TELEX ENVOYE AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT EN CE QUI LA CHASSE A LA TOURTERELLE EN GIRONDE.

Monsieur le Ministre,

Les associations soussignées tiennent à vous présenter leurs félicitations pour l'action que vous avez menée dans l'affaire de la chasse à la tourterelle en Gironde.

Certes, elles auraient souhaité un nombre plus important de procès verbaux et que, notamment, les gardes de l'Office National de la Chasse en service auprès de la Fédération Départementale des Chasseurs de Gironde aient été plus actifs.

Cependant, les associations sont conscientes que, compte tenu de l'attitude des autorités locales, leur ministre ne s'est pas contenté de paroles, mais a fait un effort louable pour passer aux actes.

Nous tenions donc à vous faire part de notre satisfaction.

FFSPN - LPO - SEPANSO.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature communiquent :

le tribunal correctionnel de Valence a condamné aujourd'hui vendredi 16 mai 1986, 22 braconniers pris en flagrant délit dans le parc naturel du Vercors (plateau d'Ambel) au mois de décembre 1985 à :

- 23 000,00 F de dommages et intérêts à la FRAPNA (+ 1150,00 F de frais de procédure)
- 46 000,00 F à la fédération des chasseurs de la Drôme (+ 2300,00 F de frais de procédure),
- 5 500,00 F de dommages et intérêts à la Fédération des Amis et usagers du parc du Vercors (+ 2 200,00 F de frais de procédure).

En outre, les délinquants se sont vu infliger plusieurs années de retrait de permis de chasse et la confiscation de leurs armes. Parmi ces braconniers, on notait la présence de plusieurs présidents de sociétés de chasse, et de maires, dont celui de la commune "le Chaffal" qui, outre une amende de 6000,00 F s'est vu confisquer son véhicule 4 x 4.

Le jugement sera publié dans deux journaux locaux, et dans "le Chasseur Français".

Les délinquants ont dix jours pour faire appel.

La FFSPN et la FRAPNA se félicitent d'un tel jugement et souhaitent vivement qu'il serve d'exemple afin que de tels actes de vandalismes ne se reproduisent pas.



L'AVENIR DE L'AGRICULTURE EUROPEENNE

La Conférence parlementaire "l'Agriculture européenne en l'an 2000", s'est déroulée à Villars sur Ollon (Suisse) les 8 et 9 avril 1986 sous les auspices de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe.

L'agriculture européenne se caractérise actuellement, entre autres, par un important excédent de l'offre par rapport à la demande, la surproduction gagnant la plupart des grands secteurs de la production agricole face à une consommation par habitant dont on imagine mal qu'elle puisse augmenter : c'est dans ce contexte que ce sont réunis des hommes politiques, des spécialistes de la CEE, de l'OCDE, de la CEA, de la FAO, de la Banque Mondiale et d'autres organisations concernées. Les séances de travail ont été axées sur les thèmes suivants :

- l'Europe et les pays industrialisés en général, comme fournisseurs de denrées alimentaires dans le monde de demain.
- l'avenir des politiques agricoles européennes, et notamment de la politique agricole commune (PAC) dans un monde en évolution,
- conséquences des progrès techniques pour l'agriculture traditionnelle en "exploitation familiale".
- le rôle de l'agriculteur dans une société d'abondance matérielle et de loisirs.

Un certain nombre de constatations se sont dégagées, entre autres :

- le rôle de l'agriculture et de l'agriculteur dans la société actuelle : le maintien de l'environnement, l'une des tâches essentielles de l'agriculture.
- l'importance de certaines stratégies agricoles visant à éviter la pollution des eaux et des sols
- la conservation et l'encouragement potentiel touristique des régions de montagne.

Elles feront l'objet de rapports qui seront soumis à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe.

LA CONSERVATION DES OISEAUX SAUVAGES

La Commission de la Communauté Economique Européenne a récemment accordé 1.385.000 ECU à onze projets qui visent à maintenir ou à rétablir les habitats naturels d'un certain nombre d'espèces d'oiseaux en danger dans le territoire de la Communauté Européenne. La CEE financera 50% du coût de chaque projet dans le but d'appliquer la Directive de 1979 sur les oiseaux sauvages, et la Convention de Bonn, sur les espèces migratrices. Les zones protégées comprennent, entre autres, les marais de Frampton, dans le Lincolnshire (Grande Bretagne) et des aires dans la Lorraine et le Nord Pas de Calais (France).

CEE/ONU : BILAN DES MESURES INTERNATIONALES SUR L'ENVIRONNEMENT.

Les conseillers des gouvernements pour les problèmes de l'environnement des pays membres de la Commission Economique de l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU), se sont réunis du 4 au 7 mars 1986 à Genève. Les participants ont souligné la nécessité de réévaluer l'évolution des faits relatifs à l'environnement, en adoptant de nouvelles stratégies orientées vers l'action, notamment dans le domaine de la recherche-développement. Ils ont manifesté aussi le souhait de constituer un groupe de travail mixte spécial pour incorporer la dimension environnementale dans les travaux de perspective économique générale, et souligné le besoin de redoubler les efforts pour faire avancer un programme de travail global en vue de la mise en oeuvre de la Déclaration sur les techniques peu polluantes ou sans déchets et sur la réutilisation et le recyclage des déchets (quatorzième session, 4-7 mars 1986).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE ; MESURES RENFORCÉES CONTRE LES POLLUEURS D'EAU

Le gouvernement a décidé de renforcer sa réglementation sur l'épuration des eaux résiduaires. La redevance payée par les entreprises polluantes va être quintuplée, et la liste des substances toxiques allongée. Grâce à ce type de mesures, l'industrie chimique a réduit ses rejets polluants de 90 % en quinze ans (Agence nationale).

MANIFESTATIONS, EDUCATION, FORMATION.

15/16 juillet 1986 :

La conférence Européenne de l'Agriculture organise une réunion du Comité spécial pour la protection de l'environnement. (Lantbrukarnas Riks Förbund, Klara Oestra Kirkogata 12, S - 105 33 STOCKOLM).

25/29 août 1986 :

La Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies organise un séminaire à Nurmes, Finlande. Thème : la protection de la flore et la faune et de leurs habitats. (Ms Leena Brander, Referendary-International Affairs Division, Ministry of the Environment, Box 306, SF- 00531 Helsinki).

4/7 septembre 1986

Le Naturschutzjugend NRW (DBV) organise un symposium dans la Ruhr sur les problèmes posés par les métaux lourds et leur impact sur l'environnement (NRW, Duisburgerstrasse 23, D-4220 Dinslaken).

7/10 octobre 1986

Le 10e Salon International et les journées d'information des techniques de protection de l'environnement et de l'écologie se tiendra à Bâle, Suisse. Thème : "Écologie 2000" (Foire suisse d'Echantillons, Service des congrès, BP CH-4021 Bâle).



Bruxelles, février 1986

REPONSE PRELIMINAIRE DU BEE AU 'LIVRE VERT' DE LA COMMISSION EUROPEENNE

(PERSPECTIVES POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE)

Introduction

1. Le Bureau Européen de l'Environnement (le BEE) représente les 75 plus grandes organisations environnementales des 12 Etats Membres de la Communauté. La portée environnementale de la Politique Agricole Commune (PAC) est maintenant d'un intérêt central pour les membres de beaucoup de ces organisations (qui représentent collectivement plus de 15 millions de citoyens européens). Le BEE se félicite d'avoir l'occasion de contribuer à la révision de la PAC.

Prolégomènes

2. Le BEE s'est intéressé depuis déjà un certain temps à l'impact de la PAC sur la nature et sur l'environnement. En 1978 et 1982, le Bureau a organisé des conférences au sujet des implications environnementales de la PAC, qui ont abouti à des appels au Conseil des Ministres pour des adaptations de la politique communautaire. Le BEE et ses organisations membres dans tous les Etats Membres se sont impliqués dans la campagne pour des changements du nouveau Règlement des Structures Agricoles (797/85).

3. La conférence du BEE de 1978 a conclu que la PAC devrait souligner deux concepts. Le premier est la responsabilité particulière de l'agriculture en tant qu'activité centrale par laquelle l'économie de régions très étendues peut rester vivante et saine. Deuxièmement il faut souligner l'obligation unique de l'agriculture à l'égard des générations futures - son devoir de préférer des méthodes qui préserveront la fertilité et respecteront le patrimoine naturel et culturel du sol, plutôt que celles qui peu à peu les appauvriront et les détruiront. Ce sont ces questions qui ont pour enjeu la viabilité des sols et donc notre survivance elle-même. La CEE doit prendre conscience de l'importance d'accepter de supporter des frais à court terme, pour prévenir la dépopulation des campagnes et le développement de déséquilibres biologiques graves jusqu'au point de miner définitivement la base de l'économie agricole. Les impératifs écologiques ne sont dès lors plus un luxe facultatif, mais sont essentiels pour fonder une agriculture viable.

4. La conclusion tirée par le BEE après le Séminaire de Wye en 1987 fût que les objectifs de la PAC devraient être modifiés afin d'inclure les points suivants:

- pourvoir à un approvisionnement suffisant en vivre pour une période indéfinie par l'utilisation raisonnable des ressources locales en terre, eau, bétail, bâtiments, etc. dans des systèmes agricoles capables de soutenir une écologie variée, équilibrée et stable.

- fournir une nourriture variée et agréable au palais pour rencontrer les besoins nutritionnels et préserver la santé de la population.
- le moindre emploi de ressources non-renouvelables dans la production de nourriture.
- la minimisation de la pollution provenant de l'agriculture et de l'industrie alimentaire.
- l'accroissement de l'auto-suffisance alimentaire.
- l'accroissement du soutien à une agriculture sensible aux besoins environnementaux dans les régions rurales pauvres où l'agriculture est la base de la culture et de l'économie, et où il n'y a guère d'emploi alternatif.
- éviter tout gaspillage dans la production de nourriture, et assurer le plein emploi de matières de rebut disponibles, surtout la remise à la terre de matières organiques.
- la conservation efficace des couches arables.
- la conservation du potentiel agricole par la sélection d'usages appropriés pour la terre, et le contrôle soigneux du développement sur la terre agricole.

Ces objectifs nous semblent même plus pertinents en 1986 qu'ils ne l'étaient en 1978.

COMMENTAIRES SUR LE 'LIVRE VERT'

5. Le BEE reconnaît que les buts ci-dessus ne seront pas atteints par la PAC seule, surtout ceux relatifs aux objectifs d'emploi et de revenu. L'on devrait accentuer le rôle du FEDER, du Fonds Social et du Fonds de l'Environnement. Une redistribution radicale doit se faire de la PAC vers ces fonds-ci.

6. La Communauté a maintenant publié cet important Livre Vert (juillet 1985). D'un point de vue général, il nous semble que, malgré des signes de changement positifs dans le Livre Vert, la Commission n'a pas donné l'importance qu'elles méritent aux implications des systèmes agricoles pour l'environnement. De plus, des thèmes comme la qualité de la nourriture, la santé, l'énergie et l'effet de la PAC sur l'environnement et les communautés du Tiers Monde sont traités de façon insuffisante par le Livre Vert - au mieux, par des références tangentiellles ou obliques.

7. Nous commentons ici les recommandations du Livre Vert qui traitent des contraintes en termes de prix et de production. Des séminaires au sujet de ces contraintes étudiées en relation avec la protection de l'environnement sont organisés par le BEE et ses associations-membres et devraient bientôt se tenir dans les différents Etats Membres. Le BEE s'inspirera des conseils émanant de ces séminaires à propos de ce problème très complexe. Quoi qu'il en soit, du côté positif, nous considérons que le Livre Vert contient deux autres sections qui pourraient, mises en application et développées de manière appropriée, contribuer à l'amélioration de l'environnement européen. Nous notons à leur propos:

A. Règlement et Contrôle des Pratiques Nuisibles à l'Environnement

8. Les recommandations qui se trouvent dans le chapitre du Livre VERT traitant de 'Règlement et Contrôle des Pratiques Nuisibles à l'Environnement' sont en général bienvenues.

L'application plus étendue du principe 'pollueur - payeur' est nécessaire et les fermiers ne devraient certainement pas attendre de compensation automatique pour l'introduction de telles règles. Nous notons avec satisfaction que la Commission a noté le besoin que les services consultatifs et de vulgarisation fassent preuve de compétence en matière de protection de l'environnement. Dans le passé, ceci n'a pas toujours été le cas.

9. Dans le passé la production intensive de bétail a occasionné de graves problèmes environnementaux dans les différentes parties de la Communauté, et continuera certainement à en produire, à moins que des mesures restrictives ne soient prises. La construction de tout bâtiment pour cette industrie devrait être strictement contrôlée. Le Bureau Européen de l'Environnement a mené avec persistance une campagne pour l'introduction dans la Communauté des études d'impact. Maintenant que la Directive sur les études d'impact est approuvée, nous attendons que la Commission assure son exécution véritable en ce domaine comme dans d'autres.

10. En matière de drainage agricole, nous appuyons vivement la suggestion du Livre Vert selon laquelle l'emploi des fonds publics dans ce but devrait être interdit. Dans le contexte des surplus agricoles et de l'importance de plus en plus reconnue de la conservation du paysage, il nous semble rester peu de justification pour maintenir un soutien public à cette activité potentiellement très nuisible.

11. Néanmoins, il n'est pas prévu dans le Livre Vert de mesures efficaces ni pour le contrôle de l'érosion des sols ni contre la pollution des eaux souterraines, en particulier de leur nitrification. Ceci est un problème urgent auquel la Commission doit accorder une haute priorité. Il faut aussi des règlements pour interdire aux fermiers la pratique polluante et nuisible de brûler sur les champs la paille et le chaume, ce qui est devenu une habitude dans certaines parties de la Communauté.

B. Les Aides Directes, les Aides Sociales et les Paiements de "Gestion Environnementale"

12. Dans la partie IV du Livre Vert ('Un rôle à jouer - l'Agriculture dans la Société'), plusieurs propositions ont suggéré d'autres formes de paiement à l'agriculture. Un système plus directe de soutien de revenus aux fermiers qui appliquent des méthodes favorables à l'environnement, doit être introduit. Il y a un besoin urgent pour un système mieux mis au point d'encouragements financiers du genre de paiements annuels pour une gestion de l'environnement, puisque ceci pourrait apporter un soutien aux fermiers qui en ont le plus grand besoin.

13. Le maintien de la santé des communautés rurales est en soi-même important pour le BEE. En plus, la beauté des paysages et l'intérêt des habitats de la faune sauvage dépendent fréquemment de la santé des communautés existantes. Par exemple, la perte d'emploi a pour effet que l'entretien essentiel de caractéristiques variées du paysage comme bordures de haies, constructions traditionnelles de ferme, forêts premières, pâturages de prés salés, et landes de bruyère marécageuses, ne peut pas être réalisé. Le soutien financier accordé par la PAC devrait reconnaître ceci.

14. Nous apportons notre soutien aux mesures du type permis par l'Article 19 du Règlement de Structures Agricoles (797/85). Nous souhaitons voir un système de soutiens de ce genre, subsidié par le FEOGA et disponible pour tous les fermiers et pas seulement pour ceux qui cultivent la terre dans des 'régions spéciales'. Si elle était bien employée maintenant, cette nouvelle disposition pourrait démontrer précisément ce qui pourrait être possible dans une PAC convenablement restructurée. Des paiements directs établis avec soin pourraient, selon le BEE, effectivement arrêter ou même renverser le déclin du monde agricole.

15. Le BEE ne ressent aucun enthousiasme pour le 'projet de geler l'usage agricole' de certaines zones. L'expérience américaine indique peu de profits environnementaux de tels projets. Premièrement, les recherches indiquent qu'il y a eu une augmentation dans l'intensité de culture de la terre hors ces zones "gelées". Deuxièmement, il semble que, en beaucoup de cas, les terrains que les fonctionnaires agricoles ont retirés de la production pour des raisons budgétaires n'étaient pas les terrains que les environnementalistes auraient préféré voir retiré du circuit de production agricole.

DES RECOLTES ALTERNATIVES

16. De plus, la création de politiques, régimes et buts pour récoltes 'alternatives'. Le soutien communautaire pour (?) l'énergie et les produits forestiers pourrait être nuisible du point de vue du paysage, à moins que des critères environnementaux soient intégrés véritablement dans de nouveaux projets.

Du point de vue du BEE, il serait préférable que les ressources soient orientées maintenant vers des buts environnementaux et sociaux dans l'agriculture, plutôt que vers l'établissement de nouveaux objectifs de production. Le Livre Vert note le déficit commercial de la Communauté en certains produits. Néanmoins, de plus en plus d'économistes européens s'interrogent sur la pertinence économique de 'l'épargne d'importation'.

CONCLUSION

17. Malgré des signes de changement positifs dans le Livre Vert 'Perspectives pour la PAC', la Communauté est encore loin de remplir ses obligations découlant du Troisième Programme d'Action sur l'Environnement (adopté par le Conseil des Ministres, le 7 février 1983), qui parle du besoin de 'promouvoir la création d'une stratégie globale qui fera de la politique environnementale une partie du développement économique et social, menant à une plus grande conscience de la dimension environnementale, en particulier dans le domaine de l'agriculture...'

18. En temps voulu, le BEE entend faire part à la Commission de ses observations au sujet de la politique des prix.

19. En attendant, nous conseillons fermement à la Commission de cesser de prendre une attitude 'Arche de Noé' envers le besoin de conserver l'environnement, c'est-à-dire, la désignation et la protection de 'régions spéciales' entourées d'un désert biologique, culturel et historique. Les considérations environnementales ne sont point un luxe facultatif, mais elles sont centrales à l'établissement d'une agriculture viable et soutenable.

POLLUTION

*Lettre ouverte à MM. les Ministres,
de l'Environnement,
de l'Industrie,
de la Santé.*

Monsieur le Ministre,

Dans les jours qui ont suivi le désastre de la centrale nucléaire de Tchernobyl, la FRAPNA-Isère a été frappée par la faiblesse de l'information distribuée en France en ce qui concerne les conséquences de cet accident sur le territoire métropolitain.

Hormis le discours lénifiant auquel nous nous attendions, aucun chiffre précis permettant un suivi crédible de la pollution radio-active n'a été donné par voie officielle. Nos concitoyens ont donc pu comparer les attitudes des divers pays européens envers leur population à cette occasion et cette comparaison ne s'est pas faite à notre avantage.

La publication de données montrant l'évolution de la radio-activité en France à compter du vendredi 25 avril (niveau d'irradiation, type des radioactivités, composition des produits de fission reçus,...) aurait été de nature à dissiper la mauvaise impression laissée par l'information, visiblement tronquée, parue par voie officielle.

Force est de constater que, pour cette fois, il aura fallu plus de 15 jours pour connaître les premiers résultats des mesures de radioactivité et pour voir le gouvernement réagir.

Nos concitoyens se sont également rendu compte que dans divers pays européens très comparables au nôtre et géographiquement très proches (Pays-Bas, Suisse,...), des mesures officielles sont venues réglementer l'élaboration, la distribution et la consommation de certains produits alimentaires. Cela n'a pas été le cas en France. En l'absence d'informations précises et officielles, à l'exception des sempiternels apaisements, nos concitoyens n'ont eu d'autre alternative que de prendre nos voisins pour des imbéciles ou de mettre en doute nos propres autorités.

Nous sommes entrés dans la civilisation du risque technologique majeur et l'industrie nucléaire que nous avons toujours combattue, y a une responsabilité importante.

Plusieurs avertissements nous ont été déjà donnés. Hier Seveso, Three Mile Island, Bhopal, ... aujourd'hui Tchernobyl.

Il serait grand temps que les pouvoirs publics fassent preuve de cohérence en cette matière et diffusent une information de qualité aux populations exposées à ces risques.

Les Commissions d'Informations installées par les Conseils Généraux auprès des centrales nucléaires, ne nous semblent pas, dans leur forme actuelle, être à la hauteur de la tâche et nous nous sommes plusieurs fois exprimés à ce sujet. En ce qui concerne la Commission auprès du surrégénérateur Superphénix de Creys-Malville, nous ne reviendrons pas sur les questions écrites qui ont été déposées sur le bureau de cette Commission il y a plus d'un an et qui attendent toujours une réponse précise, ni sur l'absence de compte rendu 4 mois après la tenue de sa dernière réunion.

Par contre, il nous semble que deux mesures seraient de nature à redresser la crédibilité de ces commissions :

1 - L'adjonction de groupes d'experts indépendants d'EDF, du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) - et de la NERSA (Neutrons Rapides Société Anonyme) en ce qui concerne Creys-Malville - groupe dont la composition pourrait être analogue à celle de la Commission Castaing qui a fourni en son temps des résultats appréciables sur les diverses filières de retraitement des déchets.

2 - La publication des plans d'organisation des secours ainsi que la mise en oeuvre d'opérations d'essais en vraie grandeur de ces mesures autour des sites concernés. En Union Soviétique, 84.000 personnes ont été évacuées. Certaines centrales françaises sont implantées en zones très urbanisées (Nogent sur Seine, près de Paris). A-t-on les moyens de telles opérations ?

Même si ces dernières mesures paraissent difficiles, elles nous semblent contribuer de façon déterminante à la cohérence de la politique choisie par notre pays, à la responsabilité de tous et à la sécurité de nos concitoyens.

En conclusion, nous réaffirmons que la sécurité à laquelle l'ensemble de l'opinion publique déclare être attachée, passe par la diminution du risque industriel et une information objective, vérifiable, préventive.

La FRAPNA-Isère exige que dans ce cadre on renonce purement et simplement à persévérer, malgré le risque maximum et un coût prohibitif, à la filière surrégénératrice.

Nous voulons que le gouvernement arrête SUPERPHENIX et sa filière.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Jacques PULOU
Président de la FRAPNA-Isère

suite

MOTION PRESENTÉE A L'A.G par la FRAPNA ISERE
RELATIVE AUX TRANSACTIONS EN MATIERE DE
POLLUTION DES EAUX.

1/ Les associations membres de la FRAPNA et les
adhérents qu'elles représentent rappellent :

- aux termes de diverses législations réprimant
les faits de pollution, il est prévu que les Ser-
vices de Police relevant soit de la DDE, soit de
la DDA et, le cas échéant, du Service des Ins-
tallations Classées, ainsi que les gardes-pêche
particuliers, dressent des procès-verbaux afin
de constater les infractions.

Le procès-verbal est adressé au Procureur de
la République, ainsi qu'au Préfet et, en général
à la Fédération de Pêche Départementale.

Dans le cas d'infractions ayant entraîné la des-
truction du poisson (art. 434.1 du Code Rural,
la loi prévoit que l'Administration puisse tran-
siger avec le délinquant. Ainsi, le responsable
du fait de pollution échappe aux poursuites pé-
nales.

Cette transaction se résume à un simple accord
amiable entre l'Administration, le délinquant
et, éventuellement, la Fédération de Pêche lors-
qu'elle est consultée.

- Il faut savoir que, au niveau national, cette
procédure est utilisée dans 90 % des infractions,
de préférence à l'action en justice.

2/ La FRAPNA regrette :

- qu'aucun texte ne réglemente cette transaction
régie seulement par la pratique administrative
et quelques circulaires.

- que cette procédure mette à l'écart les asso-
ciations de défense de la nature, qui pourraient
se constituer partie civile dans le cas d'un
procès verbal,

- que le suivi des conditions de la transaction
ne soit pas effectué.

En effet, outre l'amende demandée au délinquant
celui-ci doit réparer le préjudice subi par les
victimes de la pollution et exécuter les travaux
de nature à éviter la répétition de l'infraction
(ce dernier point est un aspect positif de la pro-
cédure).

Cependant, la transaction perd tout son sens
si l'Administration ne s'assure pas de la réali-
sation de ces conditions dans un délai raison-
nable.

Or, en Isère, les effectifs sont insuffisants pour
permettre à l'Administration d'être vigilante et
efficace.

3/ En conséquence, la FRAPNA demande :

- que l'Administration limite l'exercice de ses
pouvoirs de transaction aux dossiers qu'elle est
en mesure de suivre, faute de quoi elle engage
sa responsabilité en cas de dommage pour inac-
tion de sa police.

- que soit coordonnée l'action des Services de
la Préfecture avec le Ministère Public, afin que
soit traduit devant le Tribunal Correctionnel le
pollueur qui ne respecte pas les conditions de
la transaction.

- que les procès-verbaux soient portés à la con-
naissance des principales associations concernées

- que les associations de défense de la nature,
également victimes indirectes de la pollution,
soient davantage consultées dans cette procédure

ENERGIE

TELEX ENVOYE A L'ATTENTION DE M.
J. CHIRAC, PREMIER MINISTRE.

Vous venez d'annoncer la mise en place d'une
cellule interministérielle d'information sur l'é-
nergie nucléaire.

Nous ne pouvons que nous féliciter que le gou-
vernement se préoccupe d'améliorer la diffusion
de l'information dans ce domaine.

En effet, nous avons dû constater que l'absence
d'information en provenance d'organismes, dont
par ailleurs la compétence technique ne fait pas
de doute, n'a pu permettre un débat clair et se-
rein.

Le maintien du secret qui empêche toute analy-
se contradictoire, est la raison essentielle de
la situation que nous vivons.

Les associations de protection de la nature ont
été surprises du fait qu'aucune responsabilité
ni aucun moyen n'aient été donnés au Ministère de
l'Environnement pour suivre cette affaire.

Nous ne pouvons cependant accepter qu'une ins-
tance chargée d'informer le public ne soit com-
posée que de représentants des Ministères.

En conséquence, nous vous demandons de créer
une structure à laquelle des scientifiques, des
journalistes et des représentants d'associations
de protection de l'environnement puissent pleine-
ment participer.

suite

L'accident de TCHERNOBYL a mis en évidence une grave carence dans le domaine de l'information liée aux risques nucléaires. Nous espérons que votre action, en réunissant dans une instance les principaux secteurs concernés par ce problème, évitera le renouvellement de ce qui vient de se passer.

J.P. LE DUC
Secrétaire général.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN) qui vient, lors de son assemblée générale tenue à LIMOGES du 8 au 11 mai, de demander "la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conséquences, dans l'espace français et dans l'organisation de la sécurité nucléaire en France, de l'accident de TCHERNOBYL" adhère pleinement à la demande des docteurs AEBERHARD, KOUCHNER LEBAS, MILLIEZ et d'Yves MONTAND, de la constitution d'une commission d'enquête internationale sur les causes et les conséquences de l'accident de TCHERNOBYL. La rétention d'information est en effet "intolérable" lorsqu'il s'agit de la santé publique.

Josette BENARD - Pierre DELACROIX

le 11 mai 1986

CENTRALES NUCLEAIRES : DANGER

Faisant suite à l'accident nucléaire qui vient de se produire en Union Soviétique, la FFSPN saisit cette occasion pour rappeler que les centrales nucléaires sont toutes susceptibles d'être victimes d'un accident par définition imprévisible et dont les conséquences peuvent être particulièrement importantes.

Certes, en France, un maximum de précautions ont été prises, notamment sous la pression de l'opinion publique, des syndicats et des associations. Elles diminuent considérablement les probabilités d'accident, mais ne les supprimeront jamais. Nous serons toujours soumis aux imprévus technologiques (ainsi que de nombreux experts l'ont affirmé) et aux aléas de la routine dans l'application des mesures de sécurité (souvenons-nous qu'après l'accident de Three Miles Island, Electricité de France a dû revoir toute une série de protocoles de sécurité).

Rappelant notamment le risque que représente pour la ville de Paris la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine et le problème des déchets toujours non résolu de façon satisfaisante, la FFSPN entend poursuivre son action pour un moratoire de la construction des centrales nucléaires en France.

LE 29 avril 1986

Lettre du hériçon n° 46 - juin 86

AGRICULTURE

COMMUNIQUE DE PRESSE A LA FNSEA

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, réunie en assemblée générale le 10 mai 1986, à LIMOGES, constate avec inquiétude la suspension de l'importation des produits agricoles frais en provenance de l'Europe de l'Est. Cette mesure révèle en effet l'extrême vulnérabilité de votre outil de travail face aux pollutions transfrontières, ainsi que le bien fondé de notre réticence devant le choix technique du nucléaire. Nous espérons que les relations entre les organismes professionnels et les associations de protection de la nature se développeront positivement à cette occasion où apparaît clairement la convergence de nos luttes.

le 14 mai 86

P. DELACROIX

FORMATION

DECOUVERTE DE LA NATURE EN PROVENCE

L'ARPON organise, avec le concours du Centre International de la Ste Baume, du 23 au 28 juin 1986, un stage d'initiation à la Nature en Provence.

Ce stage est ouvert à tous.

Il comprend surtout des sorties sur le terrain, complétées par des projections de films ou de diapos, des conférences...

Il est animé par des spécialistes et aborde aussi bien la géologie que l'ornithologie, la botanique que l'entomologie ou la mammalogie.

A partir du site prestigieux de la Ste Baume, il permet de prendre contact avec les différents aspects de la nature provençale.

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Centre International de la Ste Baume
Plan d'Aups
83640 ST ZACHARIE
Tél. 42.04.50.19

suite

Le CREPAN organise un stage spécialement conçu pour les responsables du secteur associatif.

"APPORTS POSSIBLES DE L'INFORMATIQUE, LA BUREAUTIQUE, LA TELEMATIQUE, A L'EFFICACITE D'UNE ASSOCIATION".

Stage réalisé avec l'aide du Conseil National de Développement de la Vie Associative.

Ces techniques nouvelles sont encore mal connues pour certaines et mal appréhendées dans leur ensemble par les responsables du secteur associatif.

Elles peuvent être un support précieux pour améliorer l'efficacité de l'association et diminuer certaines charges de fonctionnement. Mais elles représentent un investissement qui ne peut se faire sous peine de conduire à des dépenses inutiles.

Le stage se propose d'apporter les éléments d'information nécessaire à la prise de décision de s'équiper ou non en bureautique et informatique au sein d'une association.

Le stage se déroulera du lundi 9 juin au vendredi 13 juin à CAEN suivant le programme ci-dessous :

- visite du serveur VIDEOTEX
- fonctionnement général d'un serveur - utilisation minitel
- gestion de fichier
- traitement de texte - gestion- comptabilité
- démonstration de différents matériels à l'occasion de la visite du Salon de l'Informatique à CAEN

Frais d'inscription au stage : 900 F.

Pour tous renseignements :

CREPAN
17, avenue de Tourville
14000 CAEN
Tél. 31.95.11.89

STAGE DE GEOLOGIE

SOCLE DU MASSIF CENTRAL

Comme les Vosges et le Massif Armoricain, le Massif Central est composé pour une grande partie d'un socle ancien dont l'histoire géologique est riche : métamorphisme, mise en place de granites et de minéralisations liées au socle (uranium, or, tungstène...).

Stage : 18/22 Août, il comprendra des excursions sur le terrain et des exposés en salle prenant en compte les questions des participants.

VOLCANISME DU MASSIF CENTRAL

L'Auvergne est une terre d'une grande diversité les caractéristiques et les périodes d'activité de chacun des massifs volcaniques sont bien différents.

Stage 25/29 Août: il sera fait d'excursions géologiques dans le Cantal (strato-volcan) et dans la chaîne des Puys, des compléments théoriques seront proposés : la pétrographie des roches volcaniques, la naissance et l'évolution des magmas, etc..

Pour tout renseignement :

La Maison des Volcans
Château St Etienne
15000 AURILLAC
Tél. 16.71.48.49.09

AU FIL DE LA LOIRE.... A PIED

Petit ruisseau deviendra grand. C'est ce cheminement que propose le Groupe Nature cet été de la Source de la Loire jusqu'à l'Océan.

Le groupe Nature Environnement de la CHAPELLE/ERDRE organise en juillet et août une randonnée à la carte à travers la Haute Loire, le Massif Central, le Nivernais, la Sologne, la Touraine, le Saumurois, les pays de la Loire, la Bretagne, la Brière et la presqu'île guérandaise, jusqu'au Croisic.

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :

Groupe Nature et Environnement
Maison de la Nature
Gesvrine
44240 LA CHAPELLE/ERDRE
Tél. 40.93.52.28

L'Office pour l'Information Eco-entomologique organise des stages d'initiation à l'entomologie à la Maison de l'OPIE à la Minière près de Versailles les 26 et 27 juin 86 ainsi que du 30 juin au 4 juillet 86.

Pour tous renseignements et inscriptions:

Office pour l'Information Eco-entomologique
BP 9
78280 GUYANCOURT



LA LETTRE DU HERISSON

SPECIAL ASSOCIATION

**diffusion
interne**

SOMMAIRE

APPEL DE CANDIDATURE POUR L'A .G 1987	P. 2
TOURISME : CONSEIL NATIONAL DE LA MONTAGNE	P. 3
PROTECTION DE LA NATURE EN AUTRICHE ET ALLEMAGNE....	P. 3
S'ABONNER A LA LETTRE DU HERISSON	P. 4

APPEL DE CANDIDATURES ASSEMBLEE GENERALE 1987

COMME CHAQUE ANNÉE, LA FFSPN FAIT UN APPEL POUR LE LIEU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 1987.

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES : 1ER JUIN 1986.

PREPAREZ DES MAINTENANT VOTRE DOSSIER

IL DOIT COMPRENDRE :

- VILLE PROPOSÉE,
- INTÉRÊT "POLITIQUE" (AU NIVEAU RÉGIONAL OU NATIONAL)
- INTÉRÊT PAR RAPPORT AUX POSSIBILITÉS D'ORGANISATION (HÉBERGEMENT, SALLES DE RÉUNIONS, ANIMATION, INFRASTRUCTURE, REPRODUCTION PHOTOCOPIES, FRAPPE).
- AUTRES INTÉRÊTS
- POSSIBILITÉS FINANCIÈRES.

TOURISME

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL NATIONAL DE LA MONTAGNE DU 5 FEVRIER 1986

Installé par le Premier Ministre en personne qui a laissé la présidence au Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Conseil National de la Montagne a tenu sa première réunion le 5 février 1986 à l'Hôtel Matignon.

Le souhait de M. FABIUS et plusieurs interventions permettent de penser que le Conseil pourra jouer son rôle d'avis et de propositions auprès du Gouvernement. Cela étant, cette séance inaugurale, peu préparée, puisque nous n'avons disposé des documents qu'en séance, est restée un peu formelle. Principale décision retenue : création de trois groupes de travail sur les principaux thèmes ayant fait l'objet de rapports introductifs et dont la mission consisterait à établir des propositions en vue d'une prochaine réunion du Conseil à l'automne.

Pour ma part, j'ai demandé à participer au groupe 1 "installation des jeunes actifs, succession des chefs d'entreprise et d'exploitation, gestion de l'espace et du patrimoine bâti" et du groupe 3 "développement de l'économie des loisirs de montagne". Sur ce dernier sujet, vous trouverez le pré-rapport sur les préoccupations de l'environnement dans l'aménagement touristique.

Concernant la répartition du F.I.A.M. les propositions de la D.A.T.A.R. ont apparemment été retenues sans discussion.

Plusieurs questions ont montré le souci de certains membres de voir le Conseil se saisir de problèmes spécifiques, voire catégoriels (finances locales, professions des sports de montagne, ramassage scolaire, etc...).

Jacques MANESSE
Représentant la FFSPN

PROTECTION DE LA NATURE EN AUTRICHE ET ALLEMAGNE

En Autriche, l'association-soeur de notre Fédé, l'Osterreichische Gesellschaft für Natur-und Umweltschutz (O.G.N.U.) revendique le soutien de 30 % de la population de son pays et obtient les responsabilités correspondantes! C'est ce que nous a appris son vice-président, le Dr.F. HIESS, invité à notre AG de Limoges.

Lorsque la FFSPN recense, selon des critères de mesures analogues, 850 000 adhérents à l'une de ses associations membres, l'Administration crie au scandale ! On peut alors se demander si ce Ministère, qui affirme tellement avoir besoin de nous, souhaite vraiment notre solidité.

Et pourtant, l'O.G.N.U reconnaît la qualité du travail de la Fédé et l'utilise : elle a en effet traduit et diffusé (la 2e édition est en cours) 5 des chapitres de notre livre "Loisirs et Tourisme de Nature" et nous invite à participer à des groupes de travail chez eux.

Ce sont des échanges profitables à tous.

Grâce à l'OGNU, nous sommes invités à participer au Deutsche Umweltag (6/8 juin à Würzburg qui a pour objectif d'aboutir à des propositions concrètes et opératoires dans tous les domaines concernant l'environnement.

50 tables rondes (traitant par exemple : mort des forêts, sports, tourisme, idéologie de la protection de la nature, pollution, agriculture, transports en commun, énergie atomique, urbanisation...) sont prévues ; 300 000 personnes sont attendues à qui l'on recommande fermement de venir en train : 8 rallyes bicyclette arriveront à Würzburg le jour du congrès : un marché écologique (bio) sera ouvert toute la semaine, etc

Les organisateurs sont :

D.N.R : équivalent allemand de la FFSPN
BUND : autre équivalent de la FFSPN
B.B.U : association des Maires protecteurs de la nature (ça existe!)
D.B.V. : équivalent allemand de la LPO
KLJB : association des jeunes catholiques
V.Z : équivalent allemand de l'U.F.C
WWF :

Chacun de nous peut y participer (inscription à : D.U.T, Kahlkulst 24 - 53000 BONN 3- RFA)

Encore des échanges profitables à tous.

Comme nous, les allemands ont des difficultés financières: vous pouvez envoyer vos dons à la même adresse.

Gilles BENEST

S'ABONNER A LA LETTRE DU HERISSON

*** ÉDITION GÉNÉRALE :**

QUI : TOUT LE MONDE

COMBIEN : 600,00 F TTC POUR UN AN (22 NUMÉROS)

*** ÉDITION GÉNÉRALE + ÉDITION SPÉCIALE ASSOCIATION (DIFFUSION INTERNE)**

**QUI : UNIQUEMENT LES ASSOCIATIONS OU LES RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS APRÈS ACCORD
DU PRÉSIDENT D'UNE ASSOCIATION ADHÉRENTE.**

COMBIEN : 300,00 F TTC POUR UN AN (22 NUMÉROS)

BULLETIN D'ABONNEMENT : ÉDITION GÉNÉRALE + ÉDITION SPÉCIALE ASSOCIATION

NOM

PRÉNOM

ADRESSE :

VILLE

CODE POSTAL

NOM DE L'ASSOCIATION

FONCTION DANS L'ASSOCIATION

CI-JOINT 300,00 F POUR UN ABONNEMENT D'UN AN

DATE ET SIGNATURE

**JE SOUSSIGNÉ (NOM ET PRÉNOM) PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION (NOM ET ADRESSE DE
L'ASSOCIATION) CERTIFIE QUE LA PERSONNE DÉSIGNÉE EXERCE UNE RESPONSABILITÉ DANS
L'ASSOCIATION ET PEUT RECEVOIR L'ÉDITION SPÉCIALE ASSOCIATION DE LA LETTRE DU HÉRIS-
SON.**

DATE ET SIGNATURE.

DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS NOUS DEMANDENT DES PRECISIONS SUR LA FACON DE CALCULER LE BENEVOLAT VALORISE.

VOUS TROUVEREZ CI-APRES UN EXTRAIT DE "ORGANISATION COMPTABLE ET FONCTIONNEMENT FINANCIER DES ASSOCIATIONS POURSUIVANT DES ACTIVITES SOCIO-EDUCATIVES- INSTRUCTION PERMANENTE ET PROCEDURES SPECIFIQUES POUR LES ASSOCIATIONS SUBVENTIONNEES A L'ECHOLON NATIONAL".

AINSI, VOUS SAUREZ TOUT SUR LE BENEVOLAT VALORISE.

DEFINITION :

1) Les Associations, simplement déclarées, ne peuvent recevoir de dons et legs sur autorisation préalable du Conseil d'Etat que si elles ont le caractère d'Association d'Assistance au de Bienfaisance. Cela n'est pas possible pour les autres Associations. (Voir Art. 910 du Code Civil).

Les conditions de l'acceptation des dons et legs par les diverses sortes d'Associations soulèvent souvent des problèmes juridiques délicats qu'il y a intérêt à étudier dans des ouvrages spécialisés. En particulier, "Associations et Syndicats" 3ème édition 1971 : Robert BRICHET - Librairies Techniques : 26, rue Soufflot - 75005 PARIS - Pages 160 à 163 - N° 368 et suivants.

2) Par contre le don manuel est un acte par lequel une personne apporte à titre gratuit, soit un service, soit un bien matériel (apport en espèces ou en nature). Il en est ainsi du bénévolat qui est un acte par lequel une personne physique ou morale, apporte à une autre personne, un service à titre gratuit (apport en travail).

3) Le bénéficiaire de l'apport est libre d'accepter ou de refuser la libéralité qui lui est faite.

Il dispose, normalement d'une liberté totale quant à l'affectation de la contrepartie de l'apport qui peut, à son gré, revêtir le caractère d'apport en patrimoine ou d'apport en fonctionnement, à moins que l'apporteur n'ait précisé au moment de l'apport la destination de la contrepartie de celui-ci.

La doctrine et la jurisprudence sont divisées sur le délicat problème de savoir si le bénéficiaire d'un apport est libre ou non d'affecter un apport en espèces :

- à un financement d'immobilisation nouvelles ou anciennes,
- ou à la couverture d'un déficit de gestion,
- ou à tout autre objet.

OBJECTIFS DE LA VALORISATION

La valorisation du bénévolat vise deux objectifs :

- 1) comptabiliser toutes les charges qui concourent au coût de revient d'un service ou d'une fabrication et non seulement celles qui font l'objet d'un paiement.
- 2) obtenir des coûts "vérité" (coûts complets et réels) qui permettent de pouvoir juger sainement la gestion et d'effectuer des comparaisons valables entre établissements ou activités d'une même association ou d'associations différentes.

A) OPERATIONS BENEVOLES A PRENDRE EN CONSIDERATION

Toutes les opérations bénévoles sont à prendre en charge, qu'elles concernent un travail ou des biens et autres services.

I - APPORT EN TRAVAIL

En ce qui concerne le personnel une distinction est à faire entre le personnel extérieur et le personnel intérieur.

a - extérieur :

à valoriser dans tous les cas

b - intérieur :

il y a lieu de distinguer 3 catégories d'opérations :

- les opérations faites au titre des fonctions occupées dans l'Association
- les opérations faites à titre de militant de l'Association
- les opérations faites bénévolement alors qu'elles pourraient normalement faire l'objet du concours d'un salarié

1 - OPERATIONS DECOULANT DES FONCTIONS OCCUPEES DANS L'ASSOCIATION

- d'abord les fonctions d'administrateur (conseil d'administration et bureau). Celles-ci sont, conformément à la loi, exercées à titre gratuit. * Ainsi le temps passé aux réunions du Conseil d'Administration et celui consacré par le Président, le Secrétaire ou le Trésorier dans l'exercice de leurs fonctions n'est pas rémunéré, et n'a pas à être valorisé.
- le temps passé par un salarié dans ses fonctions au delà de la durée normale de travail, peut, s'il est offert bénévolement, être valorisé. Ce serait le cas d'une secrétaire qui, après son horaire de travail qui se limiterait à 18 heures, viendrait passer ses soirées de 20 à 22 h par exemple, pour enregistrer les écritures de la comptabilité à titre bénévole.

Par contre le Directeur qui assume des fonctions de direction, est tenu de les exercer comme tout cadre d'une entreprise, selon une rémunération forfaitaire (sauf disposition contraire des Conventions Collectives ou des contrats individuels) et n'a donc pas à être valorisées.

Cependant le Directeur qui participerait à des travaux ne relevant pas de ses fonctions effectue un travail bénévole qui peut être valorisé.

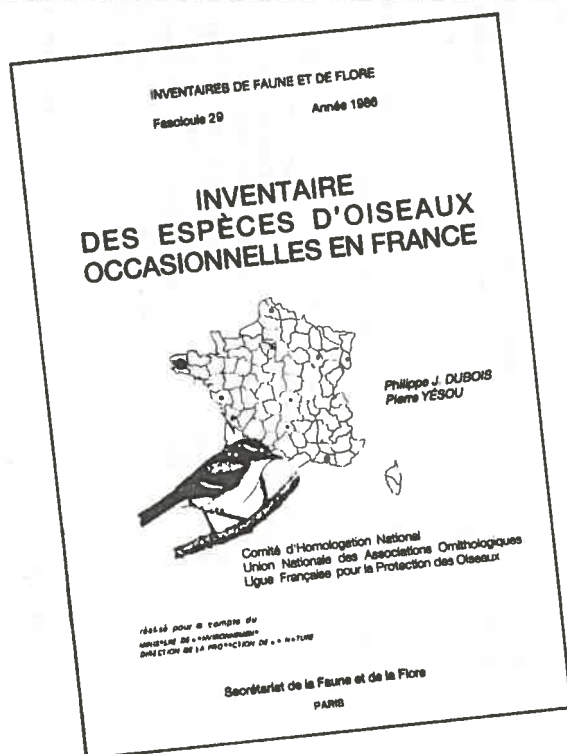
* La coutume voulait, jusqu'en 1970, que les fonctions d'Administrateur d'Association (Conseil d'Administration et Bureau) soient obligatoirement exercées à titre gratuit et que ces fonctions ne puissent être exercées par des personnes salariées de l'Association. Or, la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat a rendu, le 22 Octobre 1970, un avis longuement motivé d'après lequel il n'y a pas d'incompatibilité entre des fonctions d'Administrateur et des fonctions de salarié de l'Association. Par ailleurs, les Administrateurs ont la possibilité, dans certaines conditions, de recevoir une rétribution.

2 - OPERATIONS BENEVOLES DECOULANT DE L'ENGAGEMENT NORMAL DES MILITANTS

Rappelons que la valorisation de bénévolat a pour but :

- o - de comptabiliser toutes les charges qui concourent au coût de revient d'un service ou d'une fabrication et non seulement celles qui font l'objet d'un paiement.

EN BREF



Inventaire des espèces d'oiseaux occasionnelles en France -

DPN/SFF - LPO/CHN/UNAO

199 pp. - très nombreuses illustrations

A l'image du "Rare birds in Britain and Ireland" écrit par J.I.R. et E.M. Sharrock en 1976, voici la première synthèse nationale concernant les espèces d'oiseaux observées aux XIXe et XXe siècles qui se sont égarées en France, parfois prémices d'une modification de leur répartition en Europe et en France. La présentation agrémentée de cartes et d'histogrammes est très claire. Cette "première" française devra figurer dans toutes les bibliothèques ornithologiques.

La Fédération de Défense de l'Environnement du Jura recherche pour novembre 86 un objecteur de conscience afin d'assurer l'animation nature. Connaissances faune et flore exigées+ pratique de l'animation souhaitée.

Envoyer C.V et lettre de demande à :

Fédération de Défense de l'Environnement du Jura
18, rue de Ronde
39000 LONS LE SAUNIER
Tél. 84.24.11.43

GRANDE FETE DE LA NATURE AU MANS

Organisée par le C.C.D.E.N.S (Collectif pour la Connaissance et la Défense de l'Environnement et de la Nature en Sarthe), elle aura lieu les 14 et 15 juin 86 aux Etangs-Chauds, près du Mans, avec :

- les diverses associations sarthoises (groupes ornithologique, mammalogique, minéralogique, mycologique, astronomique : les chemins de petite randonnée, Ecole et Nature, Nature et Progrès 72, Citoyens du monde, Terre des Hommes etc...)

- les administrations et les élus locaux (DDA, DRAE, ONF, CAUE, Conseil Général, Mairie du Mans) ainsi que d'autres organismes divers tels que l'ANRED, le Musée de Tessei (72) l'entreprise Promojeunes, etc...

De nombreuses activités en perspective :

- des expositions et montages audiovisuels traitant de sujets divers (remembrement, les mérites de l'environnement, le bocage...)

- des animations :

- * stand d'animation pour les enfants (construction de nichoirs, cabanes, cadrans solaires, identification de pelotes de réjection...)

- * sorties de découverte dans les bois à proximité (botaniques, ornithologiques, traces d'animaux...)

- * rallye et course d'orientation

- des forums

- * la loi du 10 juillet 76 : 10e anniversaire

- * emploi et Environnement

- * Agriculture et Environnement

Bal Folk le samedi 14 à 20 h

Restauration biologique sur place pendant les 2 jours.

Pour tout renseignement complémentaire :

C.C.D.E.N.S.
14, rue de Bellevue
72000 LE MANS
Tél. 43.82.45.47



B) VALORISATION DES OPERATIONS

La valorisation des opérations doit être effectuée avec le plus grand soin : à valoriser avec le plus grand soin : à valoriser charges sociales et fiscales comprises.

1 - APPORT EN TRAVAIL

Parmi les heures de travail fournies gratuitement à l'association il y a lieu de distinguer :

a - Les travaux administratifs

- les travaux de comptabilité
- les travaux de dactylographie
- les travaux de secrétariat
-

à comptabiliser charges sociales comprises.

A cet effet, il peut être fait usage soit :

- a 1) des tarifs pratiqués par les services de personnel de remplacement sous déduction d'une marge bénéficiaire estimée par exemple à 10 %.

exemple de tarif horaire moyen pratiqué en 1972, par une entreprise de personnel intérimaire :

secrétaire :	18,50 - 1,85 =	16,65 F.
dactylo :	13,30 - 1,30 =	12,00 F.
employé de bureau :	12,80 - 1,30 =	11,50 F.
aide comptable :	15,60 - 1,60	14,00 F.
comptable :	18,60 - 1,80 =	16,80 F.

soit :

- a 2) du montant horaire + charges sociales et fiscales comprises correspondant à la rémunération prévue, pour la qualification déterminée, par la convention collective au la grille des salaires à laquelle est rattachée l'établissement (voir exemple de calcul au chapitre suivant)

Le bénévolat valorisé sous cette rubrique est à comptabiliser au compte 632.

b - Les activités de formation et d'animation

b 1) le personnel extérieur

il n'existe pas de tarif pour ce genre de personnel qui est rémunéré selon sa valeur ou sa notoriété.

A titre indicatif, les tarifs à utiliser qui comprennent les charges correspondantes, se situent dans la fourchette suivante :

Conférencier, artiste ou technicien : de 25 à 150 F. de l'heure selon notoriété. (compte 637)

b 2) le personnel intérieur

Par personnel intérieur, il faut entendre les membres de l'association ou le personnel salarié de l'association travaillant bénévolement.

Dans les deux cas, les prestations doivent être évaluées sur la base d'un taux compatible avec l'activité exercée. Ainsi, une tâche de formation (cours de gestion par exemple) devra être valorisée sur la base de la rémunération d'un professeur de gestion. Le but à atteindre est toujours la recherche du coût réel. Dans cet esprit il serait souhaitable que le tarif horaire retenu corresponde à la rémunération prévue pour la qualification déterminée, par la convention collective ou la grille des salaires à laquelle est rattachée l'établissement.

exemple : remplacement d'une secrétaire

Salaire brut mensuel de la convention 1.850 F.
charges sociales 40 % : 740 F.

Total pour un mois de 173 h. de travail

2.590 F.

soit coût horaire : $\frac{2.590}{173} = 14,97$ F. arrondi à

15,00 F.

(à comptabiliser au compte 614)

c - observations

CONSEQUENCES AU REGARD DE LA SECURITE SOCIALE

La valorisation d'un travail bénévole ne peut en aucun cas être assimilée à un salaire pour la raison suivante :

L'acte bénévole n'est pas un contrat synallagmatique (bilatéral) mais implique un acte unilatéral n'emportant contrairement au contrat de travail aucun lieu de subordination entre le bénévole et l'association bénéficiaire du bénévolat.

De plus l'Article L. 120 du code de Sécurité Sociale stipule que :

"pour le calcul des cotisations de sécurité sociale sont considérées comme rémunérations toutes les sommes versées aux travailleurs."

Enfin l'Article 145 par. 1, du décret du 8 juin 1946, précise :

"les salaires versés lors de chaque paie et compris dans ladite paie"

Or, comme le bénévolat n'entraîne aucun versement de rémunération ni l'établissement de fiche de paie, il s'avère que l'assiette sur laquelle seraient versées les cotisations n'est pas constituée.

II - APPORT EN BIENS OU AUTRES SERVICES

Les apports en biens ou autres services doivent être valorisés à leur coût réel, c'est-à-dire au prix du marché.

Toutefois, pour éviter de créer des charges artificielles, il est recommandé de retenir les coûts minima. Ainsi la mise à disposition d'un local et d'un bureau dans un quartier ou le prix de la location annuel pour une location similaire oscille entre 75 et 125 F le mètre carré devrait être évalué à 75 F.

b - d'obtenir des coûts "vérité" (complets et réels) qui peuvent donner lieu à des comparaisons entre établissements ou activités d'une même association ou d'associations différentes.

Dans ce but la qualification des activités où sont engagés de nombreux militants, en particulier dans les mouvements de jeunes doit être nuancée.

Prenons par exemple un mouvement qui organise des réunions en vue de l'action à mener par ses militants.

La question à se poser est la suivante : l'action menée par les jeunes relève-t-elle d'un acte professionnel ou d'un acte militant ?

Chaque fois qu'il s'agit d'un acte professionnel, la réponse sera :

Temps à valoriser.

A contrario, quand il s'agit d'un acte militant la réponse sera : temps à ne pas valoriser.

Pourquoi ?

Simplement parce que le fait de diffuser des publications, de mettre sur pieds un meeting, d'organiser un camp, est un acte militant qui découle de l'engagement inhérent à l'adhésion au mouvement.

Par contre, chaque fois qu'un militant, au sein de son organisation se dévouera bénévolement, par exemple pour pallier l'absence d'un secrétaire malade, il effectuera un acte professionnel qui peut entraîner valorisation du temps passé.

Toutefois si une association désire connaître pour elle-même la valeur financière de son action, la méthode de valorisation du bénévolat pourra être utilisée.

3 - OPERATIONS BENEVOLES POUVANT FAIRE L'OBJET DE CONCOURS D'UN SALAIRE.

Ces opérations sont normalement à valoriser :

quelques exemples pris parmi diverses activités :

Apport en travail :

1 - restauration
cas d'un foyer de jeunes travailleurs
La cuisinière (religieuse) perçoit une indemnité brute de 400 F/Mois. Il y a lieu de valoriser la différence entre ce chiffre et celui de la convention collective des F. J. T. pour l'emploi considéré.

2 - hébergement
l'accueil est assuré gratuitement tous les jours entre 17 h et 21 h par une personne adhérente de l'Association. Le temps passé est à valoriser.

3 - encadrement de stages
l'instructeur donne gratuitement des cours. Le temps passé est à valoriser.
Trois personnes ont passé plusieurs stages à rechercher la solle et à organiser le stage : ce temps est également à valoriser.

4 - Centre de vacances

des jeunes encadrant bénévolement un centre de vacances. Le temps passé par ces jeunes est à valoriser.

5 - Scout

Le temps passé par les animateurs du camp n'est pas à valoriser puisque cette animation est un objectif de l'association. Le travail de l'animateur est la conséquence directe de son adhésion à l'association.

6 - Séance théâtrale (payante ou gratuite)

des bénévoles organisent une représentation qui est donnée soit à l'intérieur d'une association en vue de l'animation culturelle soit en direction d'un public extérieur :

deux cas sont à considérer :

- s'il s'agit d'une association théâtrale dont le rôle des militants est de faire du théâtre : pas de valorisation conformément au principe énoncé ci-dessus

- s'il s'agit d'une association ne se consacrant pas au théâtre mais organisant pour ses adhérents une soirée théâtrale : temps passé à valoriser.

7 - séance ciné-club

séance commentée et animée par un bénévole :

s'il s'agit d'une association ciné-club, le temps passé n'est pas à valoriser, dans tous les autres cas le temps passé est à valoriser.

II - APPORT EN BIENS ET AUTRES SERVICES

1 - remise de fournitures ou produits gratuits

la peinture offerte gratuitement par le droguiste du quartier pour la remise en état du local.

les vivres offerts gratuitement,

Le montant des dons est à valoriser.

2 - locaux mis à disposition gratuitement

les locaux dans lesquels l'association exerce son activité sont mis gratuitement à sa disposition par la municipalité : le coût estimé de la location est à valoriser.

3 - intérêts financiers non demandés

fréquemment, des personnes font des avances ou des prêts sans intérêts aux associations. Le montant des intérêts calculés, au minimum, ou taux des avances faites aux collectivités locales, doit être valorisé.

C) METHODE DE COMPTABILISATION

A - PIECE COMPTABLE A ETABLIR

Une pièce comptable est indispensable.

Cette pièce numérotée comportera obligatoirement :

- la date ou période couverte
- la nature précise de l'opération
- le nom de l'apporteur
- les modalités d'évaluation et le coût unitaire ainsi que le montant total
- la qualité du responsable appelé à viser la pièce
- les références de comptabilisation

cette pièce doit pouvoir être produite comme toute autre pièce comptable

B - UN LIVRE COMPTABLE PARTICULIER A OUVRIR

un journal des opérations bénévoles est à ouvrir. L'enregistrement est identique à celui d'une opération diverse.

Pour chaque opération, il sera créé une pièce comptable qui sera nécessairement visée par un responsable qualifié.

C - CAS PRATIQUES

1 - Pierre DUPONT (membre de l'association) a passé, le 2 Février 5 heures pour préparer une soirée culturelle et rechercher le conférencier :

libellé : DUPONT
Organisation soirée culturelle 5 h x 10 F = 50 F.

2 - le conférencier MARTIN qui a accepté d'animer la soirée le fait gratuitement :

libellé : conférence donnée par MARTIN, le 2 février
honoraires gratuits estimés 2 h x 40 F = 80 F.

3 - Le conférencier DUVAL à qui l'on a fait faire le déplacement renonce au remboursement de ses frais :

libellé : week-end du
frais déplacement abandonnés par DUVAL
valeur billet SNCF 2e classes PARIS EPERNAY AR 62 F.

4 - Le drogiste a fait don de la peinture nécessaire à la remise en état du local de l'association : peinture NOVEMAIL

libellé : peinture pour remise en état du local de l'association
10 kgs de peinture à 15,20 F., don DROGATOUT, le 10.02 152 F.

5 - Frais de convocation à diverses réunions

libellé : timbres poste donnés par le secrétaire M FIDELE-12.02
100 timbres x 0,50 F. 50 F.

6 - la location de la salle retenue pour la soirée culturelle a été offerte par le propriétaire du local, la M.J.C.

libellé : location de salle pour soirée culturelle du 15.02
valeur de la loc. offerte par M.J.C. pour 1 soir 100 F.

7 - J. ROUGE membre de l'association, assure bénévolement la tenue de la comptabilité, mais désire que la contrepartie de son travail soit affectée au développement des équipements de l'association

libellé : tenue de la comptabilité par M. ROUGE, temps évalué forfaitairement pour l'année. 3.000 F.

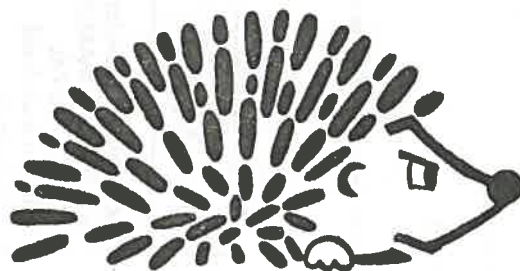
INSCRIRE :

les frais ou charges dans la colonne DEBIT (dépendances)

la contrepartie dans la colonne CREDIT (recettes)

Sur le livre des opérations bénévoles, les écritures de valorisation se présentent comme suit :

Q	N° PLAN COMPTAB.	DEBIT (dépen.)	CREDIT (recet)	LIBELLES	N° pièces
2	614.000	50,00		DUPONT - bénévolat	1
2	637.000	80,00		honorai. conf. MARTIN	2
4	641.000	62,00		fr. séjour DUVAL	3
10	602.000	152,00		och. peinture local	4
12	664.000	50,00		timbres poste	5
15	630.000	100,00		location salle	6
30	637.000	3.000,00	494,00	ROUGE cité bénévolement	7
30	711.000		3.000,00	recette de fonction.	
30	105.000		3.494,00	réserve d'équipement	
		3.494,00	3.494,00		



POUR QUE LA LETTRE DU HÉRISSON VIVE
ABONNEZ-VOUS !

Coût : 600,00 F TTC PAR AN (22 NUMÉROS)

BULLETIN D'ABONNEMENT :

NOM

PRÉNOM :

ADRESSE :

VILLE

CODE POSTAL

DÉSIRE M'ABONNER POUR UN AN À LA LETTRE DU HÉRISSON.

CI-JOINT MON RÈGLEMENT DE 600,00 F

DATE ET SIGNATURE

